



Union européenne – Commission de l'océan Indien

Communiqué de presse conjoint

Rencontre UE-COI : Dialogue entre les représentants des missions diplomatiques européennes et le Secrétariat général de la COI

Une délégation des missions diplomatiques des Etats membres de l'Union européenne (UE) et S.E. Mme Marjaana Sall, Ambassadrice de l'UE auprès de la République de Maurice, de l'Union des Comores et de la République des Seychelles a eu une rencontre avec M. Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) et ses collaborateurs au siège de l'organisation régionale à Ébène. Cette rencontre a été organisée à la suite de la 4ème session du Dialogue Politique UE-Maurice.

S.E Mme Marjaana SALL a déclaré à cette occasion :

□ *"A travers les programmes et les projets financés par l'Union européenne et avec l'appui d'autres bailleurs, la COI a su faire reconnaître son rôle de défenseur des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale. Notre souhait c'est d'avoir la COI à nos côtés pour les grands enjeux de la planète comme les Objectifs de Développement Durable, ou la mise en œuvre du Plan d'action de la COP 21."*

Jean Claude de l'Estrac s'est, quant à lui, félicité du partenariat avec l'UE qui permet à l'organisation régionale de jouer pleinement son rôle sur les plans politiques, économiques et environnementaux :

□ *"C'est essentiellement le soutien européen –soit 227 millions d'euros de financements depuis 1985- qui a permis de traduire en actions le désir de coopération des pays de l'Indianocéanie. Si la COI est le moteur de la coopération régionale, l'Union européenne en est assurément le carburant. Et les résultats, en matière de surveillance des pêches, de sécurité maritime, de gestion des zones marines et côtières, de sensibilisation au développement durable ou encore de stabilité politique, notamment pour la sortie de crise à Madagascar, sont probants ."*

La discussion a été axée sur le **rôle de la Commission de l'océan Indien, la coopération au développement** et le **partenariat UE-COI après 2020**.

La réunion a permis aux deux parties de souligner le partenariat historique entre l'Union européenne et la Commission de l'océan Indien.

L'Union européenne reconnaît le **rôle de la COI** en tant qu'organisation de coopération régionale de proximité et reste le premier partenaire technique et financier de l'organisation.

Les deux parties ont confirmé leur engagement en faveur de la stabilité régionale, facteur indispensable du développement durable des pays de la région.

Elles ont pris note des réalisations de la COI à travers les projets financés sous le 10ème FED, en particulier dans le domaine de la pêche, de la sécurité maritime et de la gestion durable des ressources naturelles et des initiatives novatrices menées dans le domaine de la connectivité (numérique, aérienne et maritime).

L'Union européenne a souligné le rôle clé joué par la COI dans le cadre de la lutte contre la

piraterie et la sécurité maritime dans la région. Au vu de nouvelles menaces dans la région, l'Union européenne a réitéré son engagement à continuer à travailler avec la COI dans ce domaine.

Au titre des perspectives, l'Union européenne a réitéré son engagement à accompagner la COI et ses Etats membres dans leur processus de développement durable. Sous le **11ème FED**, l'UE mettra à disposition de la COI une enveloppe financière de 50 millions d'euros pour soutenir trois secteurs:

Paix, sécurité et stabilité

,
Intégration économique

et

Gestion durable des ressources naturelles communes

. La COI a présenté les projets qu'elle compte instruire sous cette enveloppe spécifique notamment dans les domaines de la sécurité alimentaires, de la gestion des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique ou encore en faveur de la stabilité politique et le renforcement des institutions démocratiques.

La délégation européenne était composée de S.E. Mme Marjaana Sall, Ambassadrice de l'UE, S.E.M.

Juan Ignacio Sell Sanz, Ambassadeur d'Espagne, S.E.M. Laurent Garnier, Ambassadeur de France,

S.E. Dr.

Nenad Prelog, Ambassadeur de Croatie,

S.E.M.

Petri Salo, Ambassadeur de Finlande, M.

Tony McCullagh,

Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade d'Irlande,

M.

Matthias Radosztics, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade d'Autriche et Mme Indira

Noronha, Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade du Portugal.

Du côté de la COI, le Secrétaire général était accompagné de ses proches collaborateurs du Secrétariat ainsi que des représentants des pays membres, M. Mija Rasazimbafy, Chargé d'affaires a.i. de l'Ambassade de Madagascar, M. Sulliman Tagaully, Consul honoraire de l'Union des Comores, M. Guy Fok, Consul général honoraire des Seychelles et M. Dev Phokeer, directeur de la coopération régionale au ministère mauricien des Affaires étrangères et Officier permanent de liaison auprès de la COI.

Contexte:

Les appuis accordés à la COI au titre du 10ème FED comprennent les domaines suivants:

- - Développement soutenable des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID)
- - Mise en œuvre d'une Stratégie Régionale de la Pêche
- - Promotion de la Sûreté Maritime
- - Gestion de la Biodiversité spécifique côtière, marine et insulaire
- - Energie renouvelable et efficience énergétique
- - Prévention et gestion de la propagation des espèces invasives dans les écosystèmes insulaires
- - Intégration régionale
- - AFRITAC South (FMI – Centre d'Assistance technique)

Le 11ème FED accordera à la COI 50 millions d'euros pour soutenir trois secteurs: **Paix, sécurité et stabilité**

,
Intégration économique
et

Gestion durable des ressources naturelles communes

. D'autres actions à caractère "multirégional" seront également mises en œuvre, notamment en matière de

Sûreté et Sécurité maritime

, ou de

Pêche soutenable

.